

**Entretiens Enseignants - Entreprises 2017**

**Mardi 29 & Mercredi 30 Août 2017**

***Quelles innovations pour le développement ?  
(économiques, sociales et environnementales)***

**École Polytechnique**

***Pour des références bibliographiques en lien avec les EEE2017 :***

***[http://www.melchior.fr/sites/default/files/eee2017\\_biblio-ressources-en-ligne\\_documentation-francaise\\_0.pdf](http://www.melchior.fr/sites/default/files/eee2017_biblio-ressources-en-ligne_documentation-francaise_0.pdf)***

Les Entretiens Enseignants-Entreprises ont vocation à illustrer des notions à enseigner par des cas pratiques d'entreprise et à favoriser les regards croisés entre des dirigeants, des cadres d'entreprise et des personnalités qualifiées du monde académique notamment, sur des thématiques inscrites dans nos programmes d'enseignement.

# Entretiens Enseignants-Entreprises

29 - 30 août 2017

CONTACT:

Ary Ohayon : +33617054238  
[ary@6eme-sens.tv](mailto:ary@6eme-sens.tv)

**Cédric Villani, Mathématicien, Député de la 5ème circonscription de l'Essonne ouvre les EEE 2017 par une intervention sur le thème : « Mettre la connaissance au service du bien-être » — Illustration avec les mathématiques et la santé.**

La présentation de Monsieur Villani s'organise autour d'une question majeure : en quoi les innovations et les progrès de la science (mathématique en particulier) permettent-ils de faire avancer la médecine ?

Un diagnostic est proposé quant aux difficultés actuelles de la recherche en médecine :

- Peu de découvertes en médecine sont effectivement mises en oeuvre, du fait notamment du coût très élevé de la recherche (on estime à 2,6 milliards de dollars le coût de la mise en oeuvre d'un nouveau médicament)
- La recherche en médecine est également caractérisée par de nombreux biais statistiques
- Enfin, la discipline souffre des biais humains de diagnostic.

Monsieur Villani explique, avec de nombreux exemples à l'appui, comment les avancées de l'intelligence artificielle, l'utilisation de bases de données de plus en plus vastes, ou encore les nouvelles technologies comme l'impression 3D permettent d'avancer sur ces problèmes : elles offrent à la fois de nouvelles techniques d'exploration en médecine, les données nourrissant l'intelligence artificielle ; elles ouvrent également le champ des algorithmes de diagnostic automatique. Par ailleurs, l'accès à l'impression 3D permet le développement plus rapide et moins coûteux d'innovations médicales. Enfin, les progrès scientifiques améliorent le bien-être des patients, dans le domaine de la biomécanique, des prothèses intelligentes, dans l'interface entre l'homme et la machine, etc.

Bien sûr, ces avancées soulèvent des questions éthiques et légales majeures quant à la circulation des données ou aux risques du diagnostic automatique.

Monsieur Villani conclut sur les nombreuses interactions pouvant encore s'établir entre les mathématiques et la médecine dans les années à venir, et sur l'importance de l'interdisciplinarité dans le processus de l'innovation. Il insiste sur l'importance de valoriser l'innovation tant au niveau de la société qu'auprès de nos élèves.

**Patrick Artus, Chef Économiste de Natixis, Pierre Deheunynck, Directeur Général adjoint d'Engie, Nicolas Sekkaki, Président d'IBM France et Pierre Vinard, Inspecteur général d'Economie-Gestion animent la conférence : « Sortir de la routine » n'est pas un long fleuve tranquille. Face aux mutations, comment nations et entreprises s'adaptent-elles ?**

Les 4 intervenants répondent à la question de la sortie de la routine à différentes échelles :

- Au sein de l'entreprise, la routine peut être vue comme une protection contre l'aléa, elle rassure les acteurs, mais les enferme et contraint leurs modes d'action. Mais deux forces obligent à sortir de la routine : les crises d'une part, les opportunités d'autre part. Le groupe Engie a dû se réinventer suite à la perte du monopole de la distribution de gaz ; le groupe IBM a dû s'adapter aux différentes phases de l'évolution informatique pour survivre, misant notamment bien plus aujourd'hui sur le software, le cloud computing, ou l'intelligence artificielle que sur le hardware.

Dans le cas de ces deux entreprises, c'est l'environnement qui pousse à la sortie de la routine.

- La sortie de la routine est aussi une question qui se pose à l'échelle individuelle. Pour Nicolas Sekkaki, la seule façon de changer les comportements des acteurs de l'entreprise est d'associer les acteurs au changement, de faire un effort de pédagogie pour insuffler de nouveaux modes d'action. Il précise enfin qu'il est indispensable d'encourager la collaboration et le partage d'expérience pour quitter le piège de la routine.
- Au niveau des Etats, la sortie de routine est également un enjeu fondamental, notamment pour répondre aux chocs économiques : reprise de la mondialisation, gestion de la robotisation de l'industrie, exigences de compétitivité, ... sont autant de chocs face auxquels les Etats doivent se ré-inventer.

Pour Patrick Artus, la France a justement eu du mal à s'adapter à la plupart de ses chocs : elle reste en retard sur la robotisation de l'industrie, et peine à s'adapter aux exigences de coût, de compétitivité, et de mutations du marché du travail de ces dernières années ; alors que l'Allemagne sous Schroeder et l'Espagne dans les années 2010 ont su réformer pour faire face aux nouvelles contraintes du libre-échange.

Le chef économiste de Natixis insiste enfin sur l'existence de fortes résistances au changement en démocratie : dans une logique à la Hicks-Kaldor, Patric Artus explique que la population est souvent réticente au changement dès lors que les réformes visent souvent l'amélioration de la situation des minorités défavorisées, et qu'elles détériorent généralement la situation de la majorité.

On retrouve cette situation au sein du débat sur la loi travail aujourd'hui : 98% des chômeurs ont perdu leur emploi en sortie de CDD, seuls 2% d'entre eux étaient embauchés en CDI. 74% de la population active est actuellement employée en CDI et est donc réfractaire au changement, puisque la lutte contre le chômage ne les concerne que très peu directement, alors que la loi travail peut changer leurs conditions d'emploi.

- Enfin, Pierre Vinard aborde la question de la sortie de la routine au sein de l'enseignement : quatre pistes sont aujourd'hui à l'étude pour insuffler un changement des pratiques au sein de l'éducation nationale : l'autonomie des acteurs et des établissements ; l'adaptation de la formation aux nouveaux besoins de l'économie ; le renouvellement des relations entre école et entreprises ; l'ouverture à l'international.

**Les entretiens se poursuivent par un dialogue avec Philippe Aghion, Professeur au Collège de France, questionné sur le thème « L'innovation sous toutes les coutures » : croissance, productivité, mobilité, inégalités par Emmanuelle le Nouvel, professeur de sciences économiques et sociales ; Hugo Billard, professeur d'Histoire-Géographie, Frédéric Larchevêque, professeur d'économie-gestion ; et Alexandrine Millet, professeur de sciences économiques et sociales.**

***Question** : La croissance est aujourd'hui considérée comme un objectif insuffisant, de nombreuses voix évoquent le spectre de la stagnation séculaire, doit-on continuer à donner une place aussi importante au phénomène dans notre enseignement de l'économie ?*

***Réponse de P. Aghion*** : La croissance reste centrale, car elle est synonyme d'une possibilité d'élévation du niveau de vie, de progrès économique. Les conditions de vie s'améliorent, le champ des possibles est plus grand pour les acteurs économiques.

Certes, comme l'ont souligné Stiglitz & Sen dans leur rapport, le PIB/tête est un indicateur insuffisant, mais les travaux de Deaton montrent bien un lien fort entre revenu et bien-être.

***Q** : La croissance est un concept abstrait, ses facteurs tels que le capital humain ou le progrès technique le sont également. Comment illustrer ou rendre opérationnels ces concepts pour nos élèves ?*

***R*** : La forte corrélation entre les scores PISA et la croissance économique peut être utilisée face à vos élèves, qui sont sensibles à ces données du fait de leur popularité médiatique.

Par ailleurs, le concept d'externalité peut être utile pour expliquer le lien entre les facteurs de la croissance et la croissance elle-même : en investissant dans son capital humain, un acteur économique augmente certes son profil de revenus futurs, mais contribue également à augmenter le capital humain de ses collègues, de ses enfants, etc...

***Q** : Dans quelle mesure la faiblesse de la croissance française peut-elle s'expliquer par un manque de dynamisme de l'innovation ? La France est-elle passée à côté de la révolution numérique ?*

***R*** : La France est effectivement un peu passée à côté : alors que les autres pays de l'OCDE lançaient des réformes pour faciliter la diffusion des NTIC et ont pris le train de l'innovation en marche, la France a eu du mal à s'organiser. Les réformes en question sont de nature structurelle, et doivent favoriser la destruction créatrice, la concurrence, et permettre la flexibilité du marché du travail, pré-requis indispensable à l'accompagnement des mutations du système productif. Si la France des 30 glorieuses n'a pas eu besoin de lancer ce type de réformes, dans un contexte de croissance de rattrapage, cette évolution est indispensable aujourd'hui.

***Q** : Que penser des statistiques de la productivité française ?*

***R*** : Il faut être prudent dans l'analyse des chiffres de la productivité : la destruction créatrice y est quasiment complètement oubliée car elle est extrêmement difficilement mesurable. La productivité corrigée de ce biais (remplacement d'anciens biens par des nouveaux) est en réalité bien plus grande que celle donnée par les statistiques de l'INSEE. On ne sait pas mesurer la destruction créatrice, ce qui implique que l'on surestime l'inflation et que l'on sous-estime la productivité.

D'après l'analyse pessimiste de R. Gordon sur la stagnation séculaire, il y a eu trois grandes vagues d'innovations : la première étant la machine à vapeur ; la deuxième, moins importante, est celle de l'électricité et de la chimie ; la dernière, celle de l'informatique, est moins importante encore. Chaque vague serait moins fondamentale que la précédente. Gordon prédit donc une stagnation séculaire, affirmant que la croissance est une parenthèse de quelques siècles dans l'histoire de l'humanité.

Pour P. Aghion, R. Gordon sous-estime les possibilités et les conséquences de la révolution des NTIC : non seulement elles permettent une amélioration de la production de biens, mais aussi des la transmission des idées (collaboration via internet, Dropbox, mail, etc). De plus, avec le libre-échange, les opportunités sont considérables et incitent encore à l'innovation.

En Europe, enfin, les pays qui ont su réformer ont connu une accélération de leur croissance. L'Europe pourrait aussi être l'échelon de ces réformes indispensables.

**Q :** *Quelle gouvernance pour l'innovation ?*

**R :** Il faut un socle éducatif très fort, comme dans les pays scandinaves ou en Allemagne. Par ailleurs, la politique industrielle française est trop longtemps restée coincée entre le colbertisme (la constitution de grands champions nationaux) et une politique diamétralement opposée, à savoir la politique de la concurrence sans ciblage horizontal. Il faut réconcilier politique industrielle et politique de la concurrence. Il faut une nouvelle gouvernance de la politique industrielle.

Il faut déléguer la négociation des salaires et de l'emploi, mais dans le même temps nationaliser la protection sociale (comme cela se fait dans les réformes actuelles, avec une protection chômage pour tous).

### **La journée se poursuit par une intervention de Jean-Michel Blanquer, Ministre de l'Éducation Nationale.**

L'intervention de Monsieur le Ministre se déroule en réponse à la question suivante :

*Comment un monde de plus en plus technologique sera pour autant un monde de plus en plus humain ?  
Comment l'Éducation Nationale doit-elle s'adapter à l'évolution technologique ?*

L'évolution technologique et le besoin de transmission technique et technologique sont autant de défis pour l'Éducation nationale. Dans un contexte de montée de l'individualisme, il est impératif de faire preuve d'intelligence collective dans le domaine de la recherche et de la pédagogie.

Les principaux enjeux technologiques et scientifiques auxquels l'Éducation nationale doit se confronter sont aujourd'hui les suivants :

- la révolution des sciences cognitives (mécanismes d'apprentissage, amélioration de la compréhension du fonctionnement cerveau humain) doit enrichir les méthodes d'enseignement
- la formation des professeurs doit intégrer ces nouvelles dimensions, en impliquant notamment les enseignants en poste, qui doivent accompagner les professeurs stagiaires dans la maîtrise des nouvelles méthodes et des nouveaux outils
- les nouveaux outils comme la 3D, les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle, les robots doivent être intégrés dans les méthodes d'enseignement.

Le système éducatif doit avoir une pensée, une vision, mais aussi une pratique sur ces sujets.

Il est important de ne pas montrer de défiance face aux NTIC, mais faire preuve de discernement pour les utiliser à bon escient dans nos pratiques pédagogiques.

Pour cela, Monsieur le Ministre encourage l'adoption de trois principes fondamentaux face aux évolutions technologiques :

- Un principe de connaissance : connaître les enjeux technologiques
- Un principe d'action : savoir agir face à ces évolutions
- Un principe prospectif : savoir anticiper l'évolution des technologies ; savoir anticiper les compétences à développer dans les années à venir. Monsieur le Ministre évoque à ce sujet les expériences de développement des compétences technologiques et numériques dans les lycées professionnels.

Il est enfin nécessaire d'ancrer des valeurs-socles chez nos élèves pour leur permettre d'affronter les évolutions technologiques. Dans un monde de plus en plus technologique, il y a de plus en plus besoin de professeurs porteurs de savoirs et de valeurs indispensables pour affronter ce monde. Par ailleurs, l'école a sa temporalité particulière, et a une mission à remplir, qui est celle de la transmission du savoir sur le long terme, à l'opposé de la culture de l'immédiateté, de l'information disponible sur les moteurs de recherche ou les encyclopédies en ligne.

Monsieur le Ministre présente ensuite les priorités du ministère pour les années à venir :

- Première priorité : l'école primaire : lire, écrire, compter, respecter autrui sont les bases de l'instruction
- Deuxième priorité : lutter contre la société de défiance, et notamment la défiance vis à vis de l'Education Nationale
- Lutter contre les inégalités : diminution des effectifs en REP, devoir-faits, rétablissement des classes bilingues et des sections européennes, poursuite de l'autonomie des établissements et des projets d'établissements

Monsieur le Ministre évoque ensuite le sujet de la relation entre l'école et l'entreprise : l'entreprise connaît aussi des révolutions économiques, managériales, technologiques, auxquelles l'école doit s'adapter pour offrir une formation de qualité à ses étudiants.

Il faut une vision apaisée de la question de la relation entre entreprise et enseignement. La sphère scolaire est et restera indépendante, mais peut tout à fait entretenir des relations avec son environnement économique et donc avec le monde de l'entreprise. Cela permet également d'aborder une dimension territoriale et de tisser des liens avec les entreprises.

À ce sujet, un autre chantier prioritaire est évoqué par Monsieur le Ministre : le sujet de l'orientation doit impérativement évoluer en France. Il faut pour cela développer une capacité à parler de l'entreprise aux élèves.

L'enseignement professionnel est au cœur de cette vision : les établissements professionnels doivent ouvrir le dialogue avec l'entreprise afin de former au mieux leurs élèves qui sont les travailleurs de demain.

**Conférence : Que « doit faire » l'État pour accompagner ces grandes mutations ? En présence de Gilbert Cette, Économiste à l'université d'Aix-Marseille ; Laure Lucchesi, directrice d'ETALAB ; Marc Pelletier, Inspecteur Général de Sciences Économiques et sociales ; et Alexandra Roulet, Professeur à l'Insead.**

**Question :** *Que doit faire l'Etat face à la menace de destruction d'emplois du fait de la robotisation et des évolutions technologiques ? (Etude publiée sur la probabilité de destruction de 47% des emplois du fait de l'automatisation).*

**Réponse :** Cette crainte existe à une période où paradoxalement les gains de productivité n'ont jamais été aussi bas depuis un siècle (0,61% de gains sur la période 2005-2015 contre 1,43% sur la période 1890-1914, 2,27% sur la période 1914-1950, et 5,30% sur la période 1950-1975).

Nous sommes aujourd'hui en quasi-plein emploi, et pourtant les craintes de destruction d'emplois par les robots semblent omniprésentes. D'après Gilbert Cette, le numérique bouleverse la productivité, mais pour l'instant ne détruit pas massivement d'emplois.

Avec les évolutions numériques, de nombreux bouleversements existent bien sûr, que ce soit dans l'économie des transports (Uber), dans le secteur financier (algorithmes de trading) et bancaire (banques en ligne).

En revanche, si les craintes à court terme semblent exagérées d'après Gilbert Cette, des destructions d'emplois sont à prévoir avec la transition technologique et il faut s'y préparer en accompagnant les mutations de l'économie et du marché du travail. L'État doit impérativement accompagner ces mutations, car elles sont profitables à l'économie dans son ensemble (personne ne regrette aujourd'hui la disparition des livreurs d'eau et des poinçonneurs du métro). Il est important de ne pas renouveler l'erreur commise dans les années 1950-60 face à la disparition de l'industrie sidérurgique : l'État avait opté pour un système de pré-retraites qui a été très coûteux, inefficace et stigmatisant pour les travailleurs.

Enfin, Notre système de formation professionnelle n'est pas à la hauteur du débat ni à la hauteur des dépenses engagées.

**Q :** *Quid de l'uberisation ? Cette mutation de l'emploi, parfois violente, avec des ruptures de concurrence (on l'a vu avec les taxis) est-elle à craindre ?*

**R :** Les craintes sur l'uberisation, et sur la disparition progressive de l'emploi salarié vers un emploi indépendant majoritaire sont complètement démenties dans les chiffres. La part de l'emploi non-salarié est stable depuis les années 1980, voire en déclin dans les pays de l'OCDE. En France, on connaît une légère hausse de l'emploi non-salarié depuis 2008 avec le statut d'Auto-entrepreneur.

En revanche, il faut être conscient des mutations de l'emploi indépendant : d'une part on a des emplois indépendants très qualifiés, pour lesquels les modes de travail sont très proches de ceux des cadres. De l'autre côté, un mode d'emploi indépendant prolétaire de type Uber, qui seront sûrement amenés à disparaître (avec les véhicules autonome), mais leur mode de travail se rapproche de celui des salariés non qualifiés, avec les protections en moins... Il y a là une inégalité de droits inacceptable.

Que faire ? Le laissez-faire est inadmissible en termes d'équité et de droit. Aujourd'hui déjà, de nombreuses juridictions re-qualifient en salariés des emplois indépendants (comme cela a été le cas pour Uber aux USA). D'après Gilbert Cette, il faut révolutionner le droit social et le droit du travail en le transformant en un droit qui ne sera plus associé à la subordination juridique du contrat de travail salarié, mais à la subordination économique (concept qui sera bien sûr à définir précisément). Il ne s'agit plus de re-qualifier en salariat, car cette forme d'emploi n'est plus forcément adapté au développement des nouvelles activités économiques.

**Q :** *Qu'en est-il des perdants face aux réformes du travail ? Faut-il les indemniser ?*

**R :** D'après Alexandra Roulet, les grandes mutations se traduisent toujours par l'émergence de gagnants et de perdants. Accompagner les perdants pour l'Etat a souvent consisté à les indemniser pour assurer leur revenu. On peut songer ici au débat sur le revenu universel face aux tensions sur le marché du travail français. La réponse passe donc en général toujours par la redistribution ou l'assurance.

La question centrale est également souvent celle de l'arbitrage entre l'incitation (à l'emploi) et la protection. Mais il faut dépasser la vision monétaire de la protection des perdants.

Le constat de départ est le suivant : on assiste aux USA à une hausse de la mortalité des blancs, contrairement aux autres pays de l'OCDE, du fait de la consommation d'alcool, de drogues, etc... Ce fait stylisé émerge chez Deaton, qui démontre un véritable problème de santé publique de la hausse de la mortalité aux USA.

Deaton cherche par la suite à en expliquer les causes : perte de la structure de l'identité sociale, destruction des familles, pertes d'emploi, baisse de pratique religieuse, etc... Les blancs peu diplômés américains bénéficient de revenus de transfert, se retirent du marché du travail, et développent des addictions.

Le problème n'est donc pas simplement lié au revenu, mais à des problématiques sociales.

À l'inverse, au Danemark, la perte d'emploi est perçue comme un non-événement. Le revenu est très peu affecté, ce qui révèle un État social efficace, mais cet épisode de la vie sociale est également sans conséquences pour la santé des individus.

Aux USA, les gens perdant leur emploi suite à une fermeture d'usine ont une forte probabilité de connaître des problèmes de santé. Au Danemark, ce n'est pas le cas. Il est difficile d'isoler les explications (politique de protection des chômeurs, redistribution, qualité du système de soins etc), mais d'après Alexandra Roulet, la différence entre les deux pays relève d'une réponse sociale uniquement pécuniaire aux Etats-Unis, quand le Danemark accompagne ses chômeurs et ses inactifs dans différents domaines de leur vie sociale.

L'action de l'Etat face aux mutations contemporaines du marché du travail est donc très complexe : il doit certes y avoir une volonté d'assurance des revenus, mais celle-ci sera largement insuffisante si elle ne s'accompagne pas d'une approche visant les critères sociaux. L'accompagnement des mutations est donc très délicate : les perdants de l'évolution technologique et de la robotisation doivent être accompagnés par l'État dans une approche multi-dimensionnelle.

**Q :** *Qu'en est-il de l'école ?*

**R :** Pour Marc Pelletier, en France, l'école est une affaire d'Etat. C'est l'Etat qui modèle notre système éducatif depuis la révolution, même s'il y a eu depuis les années 1980 une tendance à la décentralisation et à la déconcentration. On attend aujourd'hui beaucoup de l'école, les craintes, critiques et polémiques sont nombreuses.

En termes de dépenses, la France ne déroge pas à la moyenne des pays de l'OCDE. La question n'est donc pas celle des moyens, mais celle de leur usage.

Le constat est que l'on dépense significativement plus dans le secondaire que dans le primaire, et une ré-orientation des moyens est peut être à envisager. On constate également une hausse des inégalités en fonction des catégories sociales et des territoires. La France est l'un des pays de l'OCDE où l'effet de l'origine sociale sur la réussite est le plus fort.

Les priorités face à ce constat sont donc de mettre l'accent sur le primaire ; de lutter contre le décrochage scolaire (surtout qu'en France l'emprise du diplôme est forte sur les destins sociaux) ; de personnaliser l'enseignement, et de donner un rôle accru donné aux établissements en leur octroyant plus d'autonomie.

**« Dialogue avec » Patrick Artus, Chef Économiste de Natixis, et Jean Pisani-Ferry, Économiste à Sciences Po Paris.**

Patrick Artus et Jean-Pisani-Ferry proposent une réflexion en trois temps quant aux évolutions du marché du travail et de la compétitivité française dans un contexte de mutations technologiques :

1. *Quel constat ?*

On constate aujourd'hui sur le plan conjoncturel une très nette amélioration de la situation de l'emploi pour la première fois depuis 10 ans.

Plus structurellement, le pays doit encore affronter des problèmes passés, comme ceux du marché du travail et du chômage d'équilibre, comme la concurrence des pays à bas salaires ou enfin comme l'efficacité de la dépense publique. Mais la France doit aussi aborder les problèmes de demain : accélération des impératifs de transition écologique ; transformation du travail et de la protection sociale ; émergence d'une société davantage basée sur les compétences ; transformation numérique.

Certains de ces problèmes sont dès aujourd'hui pressants, c'est notamment le cas de la transition écologique ; ou encore de la révolution dans le secteur du numérique, comme on peut le voir dans l'aérospatiale et l'automobile.

Il y a aujourd'hui une incohérence entre le coût du travail en France et les choix de spécialisation de l'économie française. La France est un pays très peu robotisé et qui pourtant a les couts salariaux les plus élevés. Cela révèle un enjeu majeur de productivité du travail. L'explication d'après Patrick Artus est à chercher du côté d'un affaiblissement de l'industrie, et d'une spécialisation dans les services à faible valeur ajoutée. La France doit opérer une montée en gamme dans le secteur des services si elle veut résoudre ce paradoxe.

Il existe enfin des risques de chocs macroéconomiques qu'il faut anticiper : sur le prix de l'énergie notamment ; mais aussi sur la dette ; ou encore sur la dualisation du travail.

2. *Quelles politiques à mener ?*

Des réformes importantes sont à mettre en place, notamment en ce qui concerne la formation professionnelle. Il faut également réformer l'assurance chômage, et la régulation du travail salarié en laissant plus de flexibilité aux entreprises dans un contexte de mutation du marché du travail.

Il est important d'engager des efforts d'investissement, sachant que les taux sont historiquement bas et que l'investissement est à la base de l'entrepreneuriat.

En France, la formation des salaires ne correspond plus aux conditions économiques (chômage, productivité, forces du marché, ...). La logique de formation des salaires est devenue majoritairement institutionnelle et s'éloigne de plus en plus des forces de la concurrence. Il faut donc réduire le rôle des *insiders*, qu'il s'agisse des salariés protégés qui perturbent l'ajustement marchand entre offre et demande de travail ; ou des grandes firmes qui faussent la concurrence et empêchent la libre affectation de l'emploi. C'est dans cette optique que le débat sur la hiérarchie des normes trouve aujourd'hui sa place dans le débat public. Il convient pour Jean Pisani-Ferry de renforcer le rôle de l'entreprise et de réduire le rôle de la branche, afin de rendre au marché du travail sa flexibilité et sa capacité de régulation du chômage.

Il convient également de partager les risques : les salariés ne peuvent supporter une partie croissante des risques de l'entreprise (avec la réforme du droit du travail) sans leur offrir de compensation. S'ils portent une partie croissante des risques, il faut aussi qu'ils profitent de la réussite des entreprises, soit via la formation en augmentant leurs compétences, soit via des mécanismes de rétribution.

3. *Quelle direction pour l'Europe ?*

Il faut aller vers des régulateurs uniques pour les marchés à économie d'échelle : énergie, transport etc. Or pour le moment, la régulation de ces secteurs a eu tendance à créer de la fragmentation.

Il faut améliorer l'efficacité de l'UE : défense, énergie, télécom, éducation doivent faire l'objet d'une coopération renforcée afin de d'améliorer l'efficacité de la régulation de ces secteurs.

Par ailleurs, l'hétérogénéité est devenue très dangereuse (au sein d'une zone monétaire les pays tendent à s'hétérogénéiser dans la production de biens). Il faut également harmoniser bien plus les impôts (en France, l'imposition des entreprises excède de 5 points la moyenne de la zone euro).

Il conviendrait également d'harmoniser le marché du travail européen (fiscalité, salaire minimum, protection chômage, flexisécurité) même si les particularismes nationaux risquent de perdurer.



**Conférence menée par François Villeroy de Galhau, Gouverneur de la Banque de France : « Comment l'Europe peut-elle conduire ces transitions afin d'améliorer le bien-être de ses citoyens ? »**

L'intervention de Monsieur Villeroy de Galhau s'organise autour de trois grands axes de réflexion :

*1. Les acquis de l'Europe*

L'Europe bénéficie désormais de grandes réalisations, telles que le marché unique ; mais aussi la mise en place d'un modèle social européen avec un niveau de services publics élevé, des inégalités qui restent plus faibles que dans le reste de l'OCDE ; et enfin la monnaie unique qui jouit d'une grande confiance et d'une grande adhésion des citoyens, et qui a permis l'atteinte de niveaux de taux d'intérêt historiquement bas.

*2. Les défis européens*

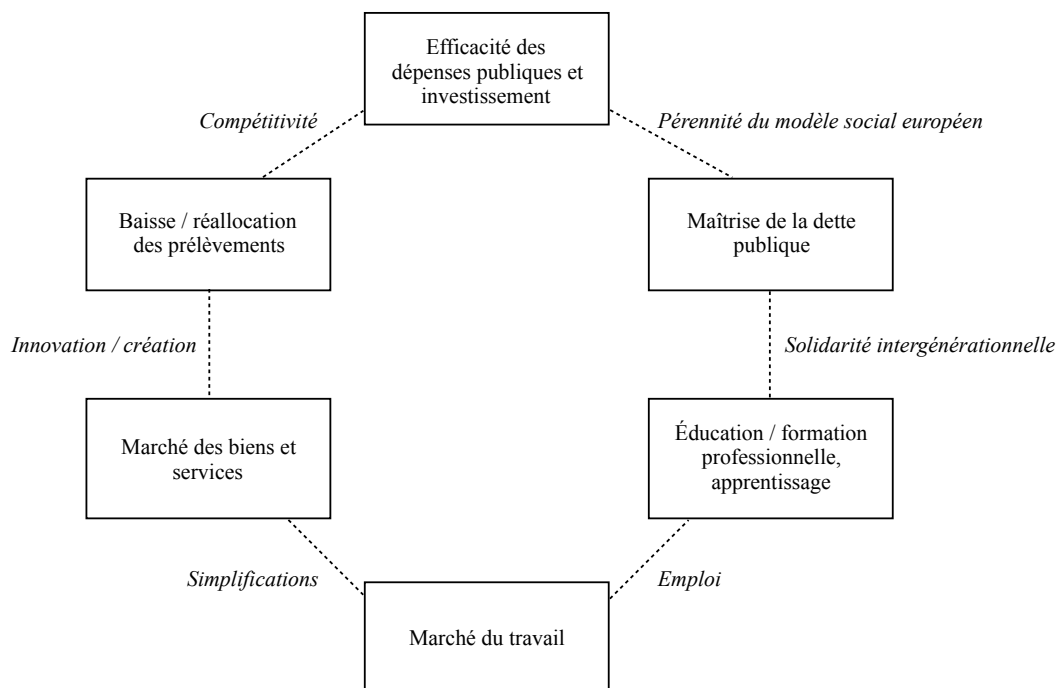
L'une des problématiques centrales de l'Europe aujourd'hui est celle de son retard de croissance, de compétitivité et d'emploi face aux États Unis. Si la Stratégie Européenne pour l'Emploi a pu montrer son efficacité, il existe encore une véritable hétérogénéité de situation entre les pays-membres. La France et l'Italie notamment doivent encore mener des réformes structurelles sur leur marché du travail pour accompagner les mutations économiques de la dernière décennie.

Ces réformes doivent se faire sous l'égide de l'Europe et ne doivent pas se traduire par une destruction des acquis sociaux, ce qui est tout à fait possible en respectant les piliers du modèle social européen.

*3. L'action*

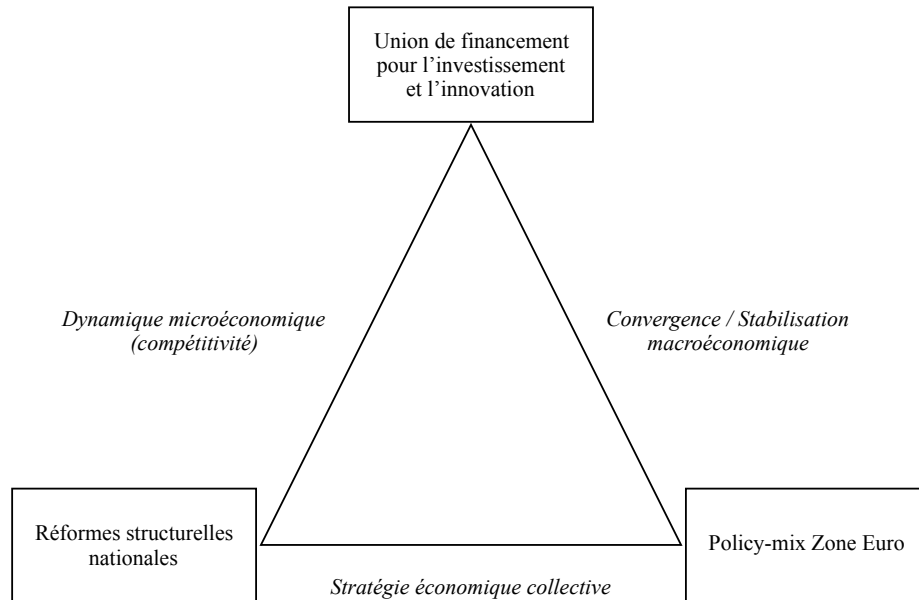
En France tout d'abord, on constate une proximité forte entre le modèle social hexagonal et celui des pays voisins, alors que paradoxalement le montant des dépenses publiques françaises est bien plus important que la moyenne européenne. Il y a donc certainement des actions à mener pour rendre la dépense plus efficace. Par ailleurs, la France s'est éloignée depuis 2010 de l'Allemagne dans sa stratégie de gestion de la dette : si l'Allemagne a su réduire ses dépenses et revenir à un quasi-équilibre, l'endettement français, lui, ne cesse de progresser. Chaque français supporte aujourd'hui cinq fois plus de dette qu'il y a 20 ans, mais cet accroissement de la dette par habitant ne s'est absolument pas traduit par une augmentation proportionnelle du revenu ou du niveau de vie.

Le Gouverneur de la banque de France propose une schématisation des six clés du succès de l'action française face aux grandes mutations de l'économie française :



En Europe ensuite, des actions peuvent également être menées pour accompagner les réformes nationales et leur donner une impulsion. L'Europe doit organiser la coopération et la coordination entre les initiatives nationales afin de les rendre efficaces et de créer des effets de synergie.

Le schéma de cette action est résumé ainsi :



À l'échelon européen toujours, le Gouverneur de la Banque de France prône la mise en place de trois grands piliers :

- La création d'un ministère de l'économie européen afin d'assurer cette coordination et les coopérations en termes de politiques économiques
- La mise en place d'un fonds de capital-risque européen afin de mobiliser les capacités d'épargne excessives dans la zone
- La création d'un programme « Erasmus Pro » pour permettre à un million de jeunes européens d'acquérir une qualification professionnelle dans un autre pays d'Europe d'ici à 2020. Ce programme compléterait Erasmus, qui a certes porté ses fruits, mais qui est pour l'instant en grande partie réservé aux jeunes qualifiés, et n'est pas assez vecteur de mobilité sociale positive.